

**JUSTICE DE PAIX
DU DISTRICT
DE LA RIVIERA - PAYS-D'ENHAUT**

Rue du Musée 6
1800 Vevey

Courrier « A »

COMMUNE DE MONTREUX
Greffe municipal
Grand-Rue 73
Case postale 2000
1820 Montreux

N/réf
JS25.051606/TLA/vst
(à rappeler dans toute correspondance)

V/réf

Date
2 décembre 2025

SANS LETTRE D'ENVOI

- [] En retour
- [] Pour votre dossier
- [] Pour information
- [] Reçu par erreur
- [] Suite à votre demande du
- [] Pour faire le nécessaire S.V.P.
- [] A compléter et à nous retourner S.V.P.
- [] Suite à votre lettre du
- [] Suite à notre entretien téléphonique du
- [] A nous retourner après signature S.V.P.
- [] Pour étude et rapport S.V.P.

[X] Une ordonnance de mise à ban, que je vous prie de bien vouloir afficher au pilier public.

03.12.25

COMMUNE DE MONTREUX	
Transmis à <i>Pilier public</i>	
<input type="checkbox"/> par courriel	
R	3 DEC. 2025
ph. <i>H. Honney (scan)</i>	

La greffière :
p.o. Véronique STEGMANN
gestionnaire de dossiers



V. Stegmann

JUGE DE PAIX DU DISTRICT DE LA RIVIERA - PAYS-D'ENHAUT

Interdiction de stationner tout véhicule, d'accéder à la parcelle à pied ou à vélo sans autorisation et d'utiliser la parcelle pour des tests de vélos

Immeuble no 7494 sis à Chailly-sur-Montreux, Commune de Montreux, Rue du Bourg / Route de Brent

Du : 2 décembre 2025

Vu la requête déposée par Jean-Christophe MARTIN et PHD IMMO SA, à Monthey,

considérant que les parties requérantes établissent, par état descriptif conforme au Registre foncier, être propriétaires de l'immeuble situé à Chailly-sur-Montreux, Commune de Montreux, Rue du Bourg / Route de Brent (parcelle n° 7494 plan feuille 16),

qu'elles souhaitent affranchir ce fonds d'une interdiction de stationner tout véhicule, d'accéder à la parcelle à pied ou à vélo et d'utiliser la parcelle pour des tests de vélos sans autorisation dans le but d'en empêcher un usage qu'elles estiment abusif,

que les conditions légales sont remplies,

le juge de paix,

appliquant les articles 258 à 260 du Code de procédure civile suisse :

I. interdit à quiconque - ayants droit exceptés - de stationner tout véhicule, d'accéder à la parcelle à pied ou à vélo et d'utiliser la parcelle pour des tests de vélos sur cette propriété, sous peine d'amende selon la loi sur les contraventions;

III. **d i t** que cette décision sera affichée au pilier public de la Commune de Montreux par l'autorité municipale et sur les lieux-mêmes par les parties requérantes;

IV. **a r r ê t e** à fr. 200.-- les frais de la présente décision.

La juge de paix :

Tanya LANDRY



Du même jour :

La présente décision est notifiée aux parties requérantes.

Elle est communiquée au greffe municipal de la Commune de Montreux en vue d'affichage au pilier public.

La mise à ban peut être contestée par le dépôt d'une opposition au tribunal dans les 30 jours à compter du jour où l'avis est publié et placé sur l'immeuble. Ce délai n'est pas suspendu par les fêtes (art. 145 al. 1 à 3 CPC). L'opposition n'a pas besoin d'être motivée.

La juge de paix :

Tanya LANDRY

